

Armée de terre française : les officiers de réserve du service d'état-major (ORSEM)

Autor(en): **Lefort-Lavauzelle, Patrice**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **146 (2001)**

Heft 10

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-346187>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Armée de terre française: les officiers de réserve du service d'état-major (ORSEM)

«Trois choses sont nécessaires à un officier d'état-major: d'être toujours à cheval, de ne jamais dormir, de ne jamais se plaindre.»

Maréchal Soult à l'un de ses aides de camp au camp de Boulogne.

1870: «L'année terrible» pour la France et son armée¹. Née du choc de la défaite à l'initiative du commandant de réserve («major») Mariotti, la «Réunion des officiers de complément du service d'état-major» voit le jour au Cercle national des armées à Paris en 1899. Les insuffisances à la fois de l'armée française et du corps d'état-major impérial avaient été analysées à l'issue de la tragique guerre franco-prussienne. De profondes réformes allaient déboucher sur la naissance de la conscription obligatoire (qui ne sera suspendue qu'un siècle plus tard), la constitution d'une armée de réserve encadrée par des officiers et sous-officiers dits «de complément» et une refonte profonde du corps d'état-major.

■ Cap ORSEM Patrice Lefort-Lavauzelle²

La création à l'automne 1899 de la Réunion des ORSEM s'inscrit dans ce cadre général, mais il s'agit là d'une initiative des officiers de réserve et non pas, dans un premier temps, d'une volonté du haut commandement. De plus, ces officiers vont s'instruire eux-mêmes au sein de leur association (le terme suisse serait «société»), avant que le ministère de la Guerre n'accepte la création en 1900 d'une école d'instruction, qui sera rattachée en 1911 à la prestigieuse Ecole supérieure de guerre.

Dès le début, le corps se veut sélectif (bien que fort décrié aujourd'hui, le terme «d'élitisme» est parfaitement exact), afin de constituer une réserve d'officiers aptes au service exigeant d'un état-major. La Grande Guerre va être la terrible illustration du bien-fondé de la démarche du commandant Mariotti ainsi que du caractère

indispensable d'ORSEM instruits et formés pour remplacer les officiers d'active décimés dans les premières semaines du conflit. Plusieurs centaines d'officiers de réserve rejoindront, après avoir fait leurs preuves dans les tranchées, les états-majors des divisions et des corps d'armée. La naissance de la logistique comme élément indispensable à la victoire, les besoins en officiers de liaison auprès des alliés sont autant de raisons du renforcement du rôle des ORSEM. La Première Guerre mondiale donnera au corps des ORSEM, dans les années 1920 et 1930, de nombreux officiers issus de la «génération du feu».

Durant l'entre-deux-guerres, riches des épreuves passées, les ORSEM poursuivent invariablement ce qui avait motivé la naissance du corps mais déjà se profilent les sombres nuages de la Seconde Guerre mondiale. Les ORSEM, en dépit des actes de bravoure individuels et collectifs, ne peuvent empêcher

l'armée française de sombrer en moins de six semaines. La Résistance, notamment au sein de l'Organisation de la résistance de l'armée (ORA) et l'épopée de la Libération prouvent, s'il en était besoin, l'esprit d'abnégation et de sacrifice de ces officiers.

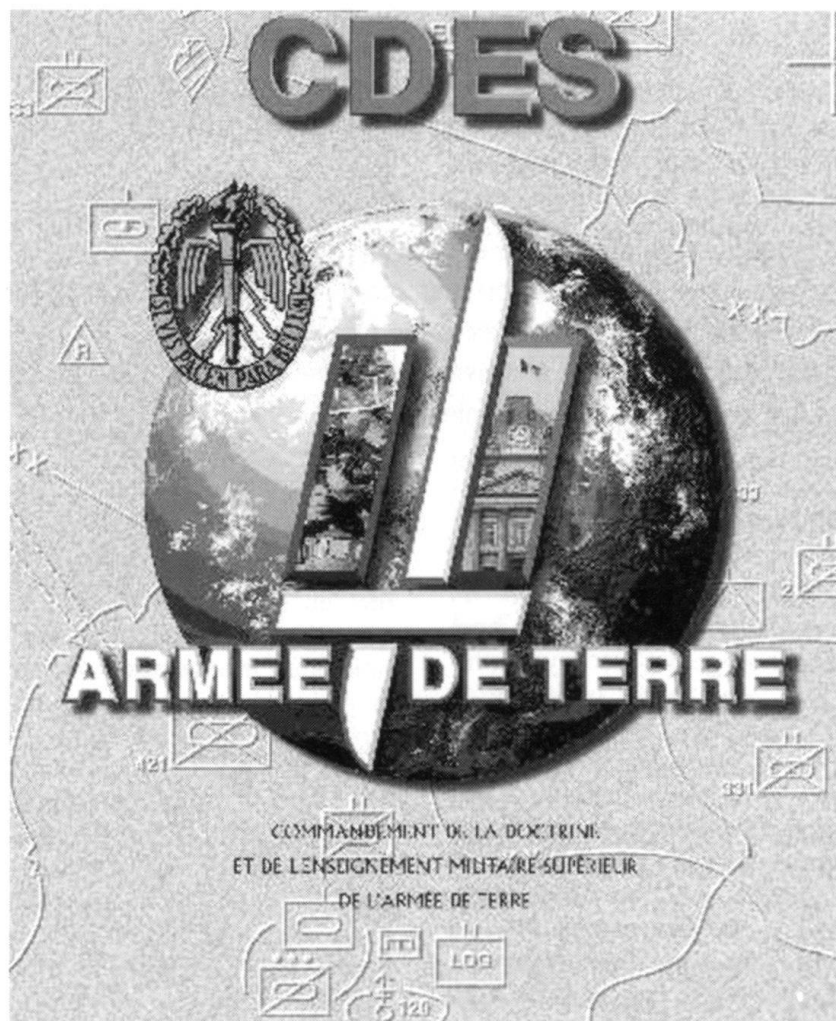
Dès la fin de la guerre, la Réunion relance l'instruction, renouant en cela avec l'esprit de son fondateur. La naissance en 1951 de l'Ecole nationale des ORSEM permet de fournir les cadres d'état-major pour les grandes unités envoyées en Algérie. Après avoir vécu, comme leurs camarades d'active, les douloureuses épreuves de l'indépendance algérienne, les ORSEM participent, dans les années 60 et 70, à la profonde réorganisation de l'armée. La réforme «Armée 2000» intervient ensuite dans un monde qui voit s'évanouir le danger de la guerre froide mais naître une multitude de conflits périphériques dans lesquels la France est parfois engagée et, bien

¹D'après le mot de Victor Hugo.

²Secrétaire général de la Réunion des ORSEM.

entendu, des ORSEM, notamment en ex-Yougoslavie et au Kosovo.

Aujourd'hui, chaque année, plus de 100 officiers sont diplômés d'état-major après un cycle de trois années de formation et un concours national au sein de l'Ecole supérieure des ORSEM, l'une des quatre écoles du Commandement de la doctrine et de l'enseignement militaire supérieur de l'Armée de terre (CDES), située à l'Ecole militaire à Paris. Ces officiers sont affectés dans des états-majors de l'Armée de terre aux niveaux régiment, brigade, etc., mais également « Interarmées » (Centre opérationnel interarmées), y compris dans les structures les plus « particulières » (Commandement des opérations spéciales, Direction du renseignement militaire). Bien souvent, les ORSEM sont également titulaires de certificats ou qualifications complémentaires dans le domaine des langues, du renseignement, de la logistique, etc.



En février 1996, l'annonce par Jacques Chirac de la professionnalisation des armées est un nouveau défi pour les ORSEM, car se profile dans les années à venir la question: comment recruter de futurs diplômés de qualité et disponibles sans le vivier du service militaire? Paradoxalement, la professionnalisation des armées et ses contraintes a mis en évidence l'impossibilité de se passer des ORSEM, non seulement en temps de guerre, mais également de crise et... de paix.

La participation des ORSEM à des actions si diverses que le commandement de la cellule « Renseignement » d'une brigade en ex-Yougoslavie³, l'animation d'exercices sur simulateur pour les officiers d'active, la préparation de la partie terrestre du défilé du 14 juillet à Paris, la mise en place de centres opérationnels lors de catastrophes naturelles ou dans le cadre du plan « VIGIPIRATE » en France, la présentation aux plus hauts responsables militaires français de l'évolution de

la situation dans un pays lointain ou le suivi de l'instruction des compagnies d'un régiment, tels sont les missions aujourd'hui des ORSEM.

Ceux-ci, « deux fois citoyens » selon le mot de Winston Churchill, sont fiers d'être à côté de leurs camarades d'active des « amateurs talentueux » dont l'unique souci est de servir avec excellence⁴.

P. L. L.

³Voir RMS, avril 2001.

⁴L'auteur remercie tout particulièrement le capitaine ORSEM Philippe Gouësmel, co-auteur du livre Un siècle d'ORSEM et jeune historien du corps des ORSEM pour son travail et ses conseils avisés. Le commandement de la Doctrine et de l'Enseignement militaire supérieur de l'Armée de terre (CDES) dispose d'un site Internet très riche avec, notamment, une importante base documentaire. Pour vous connecter: www.cdes.terre.defense.gouv.fr